

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2018	2019 (INE)	2020 (Budget rectificatif)
Croissance PIB (%)	2,6	2,2	- 6,9
Solde public (% du PIB)	- 0,4	+ 0,2	- 7
Solde primaire (% du PIB)	2,7	3,4	- 3,2
Dette (% du PIB)	121,9	117,7	134,4
Taux de chômage (% PA)	7	6,5	9,6
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1	0,3	- 0,2

Indicateurs du commerce extérieur	Mai 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	20,9 (- 18,3 % en g.a**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	27,5 (- 19,1 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	8,7 (- 31 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	5,6 (- 18,7 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Glissement annuel

MACROECONOMIE

- Les autorités portugaises se félicitent de l'accord européen obtenu**

Le Président de la République portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa, a salué le « résultat historique » du Conseil européen qui s'est achevé mardi 21 juillet, à l'aube, sur la conclusion d'un accord pour un plan de relance européen, qui prévoit la création d'un fonds de relance de 750 Md€ dont 390 Md€ de subventions (contre 500 Md€ proposés initialement par la France et l'Allemagne) et 360 Md€ sous forme de prêt. Il a considéré que le fait d'accorder un budget de 1.820 Md€ à l'UE pour les 7 prochaines années témoigne de « sa force, de sa dynamique et de sa capacité à décider démocratiquement par le dialogue, difficile mais fructueux », orienté selon lui vers « la recherche d'intérêts communs ». Il a ajouté qu'il s'agissait d'un « excellent résultat pour le Portugal » avec la perspective de recevoir plus de 45 Md€, dont 15,3 Md€ de subventions, une « aide déterminante » pour combattre la crise économique, tout en soulignant que les fonds devraient être utilisés avec « rigueur ».

Le Premier Ministre, Antonio Costa a également salué l'accord qui intervient à un moment où le Portugal « lutte pour continuer à contenir la pandémie, pour maintenir à flot les entreprises, les emplois et les revenus des ménages » ; il a également souligné la nécessité de donner « un surcroît d'énergie » au pays.

- 2019 est une année record pour l'attraction des investissements étrangers au Portugal**

Selon [l'édition 2020 du rapport EY sur l'attractivité du Portugal](#), le nombre de projets d'Investissements Directs Etrangers (IDE) prévus a atteint un nouveau record avec 158 projets annoncés en 2019, soit environ 12.000 créations d'emplois et plus du double du nombre de projets annoncés en 2018 (74). Le secteur du numérique renforce sa domination, représentant plus d'un quart des projets d'IDE, en forte augmentation (+ 27 projets). Les annonces d'IDE dans le secteur de production d'équipements de transport (automobile, aéronautiques) sont restées dynamiques (+ 17 projets ; premiers en termes de créations d'emplois attendues), tout comme les services aux entreprises, qui dépassent en 2019 les projets d'investissements dans l'agroalimentaire.

En nombre de projets, le Portugal est le 8^{ème} pays européen en 2019. Surtout, l'année a été marquée par une diversification géographique et une progression des investissements extra-européens, dont 26 depuis les Etats-Unis (1^{er} cette année), suivis de l'Allemagne (22 projets d'IDE) et de la France (21 projets). La région de Lisbonne et le Nord continuent à concentrer l'essentiel des investissements en 2019 (respectivement 39 % et 32 % des projets d'investissements).

- **La pandémie menace 20 % des projets d'investissements étrangers prévus cette année**

Le cabinet de conseil *EY* estime que 20 % des 158 projets d'IDE annoncés en 2019 (cf. supra) pourraient être remis en cause du fait de la crise sanitaire, un niveau cependant inférieur à la moyenne européenne où la part des projets en risque de révision sévère ou d'annulation s'établit entre 35 % et 50 %. D'après une enquête d'opinion d'*EY* lancée en mai, le premier facteur, cité par 80 % des investisseurs interrogés, pour contrer cette tendance en jouant « un rôle décisif sur l'attractivité des pays à court terme » sera l'ampleur des plans de relance.

Si les mesures portugaises annoncées présentent un « degré d'ambition » à moyen/long-terme comparable aux autres pays européens, le rapport alerte toutefois sur les contraintes budgétaires qui pèsent sur le Portugal et pourraient « limiter sa marge de manœuvre ». La manière dont sera financé le déficit budgétaire, *via* des hausses d'impôts ou des coupes budgétaires, jouera aussi un rôle décisif pour la compétitivité du pays. L'étude souligne que le Portugal pourrait tirer profit de la crise par rapport à d'autres pays s'il continue à développer ses points forts, notamment la qualité de vie, la stabilité sociale et la qualité de sa main d'œuvre. Elle ajoute que des progrès ont été réalisés notamment en matière de flexibilité du travail et de fiscalité des entreprises.

Le profil des projets d'IDE compilés par *EY*, explique la plus grande résilience du Portugal à court terme, la plupart étant liés aux développements de logiciels, à la Recherche & Développement ou à la création de centres de services partagés, soit des secteurs peu affectés par la crise. Le président de l'agence portugaise de promotion des investissements (AICEP), Luis Castro Henriques, a ajouté que les 8 projets d'investissements annoncés depuis mars 2020 étaient tous dans les secteurs technologiques. Selon lui, l'attractivité du Portugal tient principalement à la disponibilité « d'une main d'œuvre qualifiée, en particulier dans les hautes technologies » et généralement polyglotte.

- **Le déficit du commerce extérieur atteint un niveau record depuis 2011**

Le déficit du commerce extérieur portugais entre janvier et avril a augmenté de près de 45 % par rapport à la même période l'an dernier, passant de -1.717 M€ à -2.496 M€, un point haut depuis 2011 [d'après le journal en ligne Eco](#), à partir des données de la Banque du Portugal. Cette dégradation s'explique surtout par l'arrêt quasi-total du secteur du tourisme, qui se reflète sur les exportations de services (les dépenses des touristes étrangers sur place étant comptabilisées comme une exportation de service), et du secteur automobile, pour la balance des biens.

POLITIQUE BUDGETAIRE

- **Le Gouvernement pourrait revoir ses prévisions macroéconomiques à la baisse**

Le Ministre des Finances, João Leão, a reconnu devant le Parlement que « le budget actuel était suffisant mais que, si besoin, d'ici à la fin de l'année [le gouvernement] pourrait proposer une nouvelle modification du budget supplémentaire ». Il a reconnu que le gouvernement portugais n'avait pas une « interprétation rigide » de l'objectif budgétaire pour cette année, ce qui sous-entend que le gouvernement laissera fonctionner les stabilisateurs automatiques en cas de dégradation

prolongée de la situation économique, au prix d'un déficit public plus élevé, sachant qu'il a été récemment revu à la hausse de 6,3 % à 7 % avec la prise en compte des amendements adoptés lors du vote sur le texte au Parlement. D'après le journal *Negocios*, les équipes du ministère des Finances tableraient déjà sur une récession de l'ordre de 9 % du PIB, proche des prévisions de la Banque du Portugal (- 9,5 %) et supérieure aux prévisions du budget supplémentaire (- 6,9 %). Les prévisions du Gouvernement pour 2020 doivent être révisées en octobre, à l'occasion de la présentation du projet de Budget pour 2021.

- **Le coordinateur de l'UTAO critique le projet de Loi d'encadrement budgétaire du Gouvernement**

Dans un mémorandum adressé à la Commission Parlementaire du Budget et des Finances et signé par Rui Nuno Baleiras, le coordinateur de l'Unité Technique d'Appui Budgétaire (UTAO) – un groupe d'experts indépendants rattachés au Parlement – juge que le projet de révisions de la Loi d'Encadrement Budgétaire de 2015 « utilise l'UTAO pour limiter considérablement les initiatives législatives des députés, en obligeant l'unité à réaliser des études techniques d'évaluation económico-budgétaire d'un nombre et d'une diversité inconcevable ». Le mémorandum fait référence à une clause du projet de loi, discuté en commission parlementaire le 22 juillet, qui prévoit que l'UTAO ait la « responsabilité d'évaluer l'impact sur les comptes publics de toutes les initiatives législatives [...] qui ont un impact sur les recettes ou les dépenses supérieur à 0,01 % des dépenses des Administrations publiques », ce qui entraînerait une surcharge de travail impossible à gérer, selon le coordinateur.

Cette proposition a été critiquée par l'ensemble des partis d'opposition qui craignent de voir leurs initiatives limitées. Le Gouvernement a répondu qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une « autorisation préalable » (*visto*) et que l'UTAO pourrait être renforcée, le cas échéant.

SECTEUR BANCAIRE

- **Mario Centeno succède à Carlos Costa à la tête de la Banque du Portugal**

L'ancien ministre des Finances a pris la direction de la banque centrale portugaise le 20 juillet, un peu plus d'un mois après l'annonce de sa démission le 9 juin. Sa nomination a été permise grâce aux votes du PS tandis que le Parti Communiste et le PSD (centre-droit) se sont abstenus et en dépit des votes contre du CDS, du Bloc de Gauche, du parti *Iniciativa Liberal* et du *Parti Animal et Nature (PAN)*.

Sa nomination était attendue mais faisait l'objet de nombreuses critiques, plusieurs partis considérant que sa proximité avec le gouvernement pouvait entraîner des risques de conflits d'intérêt. Le parti *Iniciativa Liberal* avait notamment déposé un recours auprès du Tribunal Administratif Suprême contestant la légalité de l'acte du Conseil des Ministres de nomination de Mario Centeno en évoquant une menace pour l'indépendance de la banque centrale. Le Tribunal s'est déclaré incompétent pour juger l'affaire étant donné qu'il s'agit, selon lui, d'un « acte politique ».

Lors de sa prise de poste, M. Centeno a déclaré que « l'indépendance s'exerce par l'action » et qu'il gouvernerait l'institution de manière transparente.

- **Le secteur bancaire pourrait accuser des pertes d'au moins 3 Md€ cette année**

Le cabinet d'études *Roland Berger* a élaboré deux scénarios macroéconomiques concluant à des pertes pour le secteur bancaire portugais comprises entre 3 et 4 Md€. Le premier scénario se base sur un recul du PIB de 9 % en 2020 entraînant une dégradation marquée de la marge financière des banques, déjà affectée par les taux bas. Au total, les pertes se chiffraient à 3,4 Md€. Dans son scénario pessimiste, *Roland Berger* estime qu'une récession de 12 %, en cas de prolongement des « perturbations économiques », pourrait entraîner des pertes de 4,3 Md€. Les deux scénarios pointent en outre vers une dégradation significative de la qualité des portefeuilles des banques en raison d'une hausse des impayés et donc des prêts non-performants.

Face à ces risques, [la dernière enquête trimestrielle de la Banque du Portugal](#) sur le marché des crédits révèle que le secteur bancaire a restreint les critères d'accès au crédit et devrait encore renforcer ces restrictions, en particulier dans le secteur de la construction et de l'immobilier. La Banque du Portugal souligne que « les banques anticipent des conditions d'accès aux crédits aux entreprises plus restrictives, en particulier pour les PME » pour le 3^{ème} trimestre.

A cet égard, l'agence de notation *Moody's* a alerté [dans un rapport](#) (accès payant), sur l'exposition du secteur bancaire portugais au financement des PME. Selon les données de l'Autorité Bancaire Européenne, l'exposition aux PME dépasse 26 % au Portugal ; or, la crise devrait affecter la performance des petites entreprises, majoritairement peu capitalisées, et du crédit à la consommation non-garanti. *Moody's* souligne que l'exposition diffère aussi selon la taille des banques, les grands établissements étant moins exposés que les petits.

SECTORIEL

- **Le gouvernement a reçu 74 manifestations d'intérêt pour des projets dans l'hydrogène**

Le Ministère de l'Environnement et de l'Action Climatique a indiqué, le 19 juillet, que le Gouvernement avait reçu 74 manifestations d'intérêt pour des projets d'investissement dans la filière hydrogène, totalisant 16 Md€ soit l'équivalent de 7,5 % du PIB portugais. Les projets proposés recouvrent l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production d'hydrogène au transport, concernent des acteurs publics comme privés et mobilisent aussi bien des grandes entreprises que des PME. Le projet le plus significatif concerne l'industrie chimique.

Cet appel à manifestation avait été lancé le 18 juin par le gouvernement afin de renforcer la candidature du Portugal au statut européen IPCEI (*Important Project of Common European Interest*) dans le cadre du projet de production d'hydrogène à Sines. Une phase d'analyse des projets est en cours et une session d'éclaircissement, dite « *infoday* » est prévue le 27 juillet pour identifier des complémentarités entre les projets soumis. Le projet de plus faible valeur est de 1,3 M€ et le plus important de 2,4 Md€, d'après le ministère. Un projet de 275 M€ serait par ailleurs prévu dans les transports, à l'initiative d'une entité publique. Selon le journal *Público*, il s'agirait d'un projet développé en partenariat entre l'entreprise ferroviaire *Comboios de Portugal* (CP) et le fabricant d'autobus *Salvador Caetano*.

- **Le Gouvernement veut lancer un concours de 40 M€ pour des projets d'hydrogène « vert »**

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie, Joao Galamba, a annoncé à l'occasion du lancement de l'Alliance Européenne pour l'Hydrogène, que le gouvernement avait l'intention d'organiser cette année un appel d'offres de 40 M€ pour financer des projets de production d'hydrogène « vert » et qu'il a vocation à répéter des appels d'offres similaires chaque année jusqu'en 2030. Il a par ailleurs indiqué que la nouvelle loi définissant un cadre réglementaire pour la production et la gestion des gaz, notamment d'origine renouvelable, serait publiée avant la fin du mois d'août.

- **EDP rachète l'énergéticien espagnol Viesgo**

D'après un communiqué envoyé à la Commission des Marchés et des Valeurs Mobilières (CMVM), *EDP* va augmenter son capital de plus de 1 Md€ à travers l'émission d'environ 300.000 nouvelles actions, soit 8,45 % du capital social actuel de l'entreprise. Cette hausse permettra notamment de financer une partie du rachat de l'espagnol *Viesgo* (anciennement *EON Espagne*, 4^{ème} entreprise de la péninsule ibérique en termes de réseau de distribution électrique), évalué à 2,7 Md€, après que *EDP Renewables (EDPR)* a conclu un accord avec le fonds *MIRA (Macquarie Infrastructure and Real Assets)*, actionnaire majoritaire de l'entreprise espagnole. L'accord concerne le rachat de 24 parcs éoliens et 2 centrales hydroélectriques de petite dimension en Espagne et au Portugal, soit une capacité installée totale de 511 MW. L'accord inclut également 2 centrales thermiques dans le sud de l'Espagne mais qui seront arrêtées dès 2021 ; *EDP* pourra cependant bénéficier de leurs points d'accès au réseau électrique afin d'y injecter sa production. Il prévoit enfin, selon *EDPR*, un partenariat de long terme concernant le réseau de distribution électrique en Espagne. En effet, *E-Redes*, la filiale de distribution électrique d'*EDP* en Espagne et les entreprises de distribution de *Viesgo* seront détenues à 75,1 % par *EDP* et 24,9 % par *MIRA*.

Ce rachat participe de la stratégie d'*EDP* qui vise à assurer plus de 90 % de sa production électrique via des renouvelables d'ici à 2022 en augmentant sa capacité installée de production d'électricité d'origine renouvelable de plus de 7 GW. L'agence de notation *Fitch* considère que le rachat devrait avoir un effet positif pour *EDP* et estime que la structure du financement du rachat a été conçue pour avoir un impact neutre sur le ratio dette nette/EBITDA, en ligne avec l'objectif d'*EDP* de réduire son ratio d'endettement.

L'opération a été favorablement accueillie par les marchés, les actions d'*EDP* et d'*EDPR* ayant augmenté de 2,3 % et de 3 % respectivement lors de la session qui a suivi l'annonce du rachat.

- **EDP Renewables et Engie dévoilent leur nouvelle joint-venture**

La filiale renouvelable de l'énergéticien portugais *EDP* et le français *Engie* ont annoncé la création de leur nouvelle société baptisée *Ocean Winds*, à travers un [communiqué](#) publié sur leur site. La *joint-venture* est détenue à 50/50 par les deux entreprises et est basée à Madrid. Annoncée l'an dernier, elle devient « l'instrument exclusif d'investissement » d'*EDPR* et d'*Engie* dans l'éolien *offshore*, fixe et flottant. Ce faisant, les deux entreprises fusionnent leurs actifs dans l'éolien avec 1,5 GW en construction et 4 GW en développement ; la *joint-venture* devient ainsi l'un des premiers acteurs du secteur, avec pour objectif d'atteindre 5-7 GW de projets en opération ou en construction et 5-10 GW en phase de « développement avancé » d'ici 2025. Le développement de l'entreprise se concentrera « sur les marchés européens, américains et sur quelques régions d'Asie ».

DIVERS

- **Le gouvernement lance 158 nouvelles mesures pour simplifier les services publics**

Le 15 juillet, le premier ministre portugais Antonio Costa a présenté [la nouvelle édition du programme Simplex](#) pour la période 2020-2021, qui comprend 158 mesures pour simplifier le fonctionnement des services publics portugais. Le programme comprend notamment de nouveaux services intégralement numérisés comme, par exemple, les déclarations de l'impôt sur le revenu et les inscriptions aux épreuves scolaires. Il met également en œuvre un contrôle renforcé des citoyens sur les données dont l'administration publique dispose à travers l'initiative « *meus dados* ».

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne

Rédigé par : Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr



Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia 

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.